

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48391

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JACQUES BARIÉTY

STRESEMANN ET LA FRANCE*

La restitution des archives de la Wilhelmstraße à la République Fédérale, il y a quinze ans, et leur ouverture à la recherche historique ont permis depuis lors de nombreuses études originales sur la politique extérieure du Reich allemand. La personnalité et l'action de Gustav Stresemann ont particulièrement retenu l'attention des chercheurs; l'image de l'homme, le sens et la portée de sa politique en sont sortis renouvelés. Mais, si l'on dispose déjà ainsi de solides études sur tel ou tel moment de la politique extérieure du Reich au cours des années 20, ou sur les relations germano-soviétiques ou les relations germano-américaines à cette époque, on ne disposait pas encore, avant la parution du livre de M.-O. Maxelon, d'une recherche plus particulièrement consacrée à Stresemann et la France. Le fait peut paraître paradoxal car, à l'époque, il semblait que c'était avec la France que l'Allemagne de Stresemann eût des relations privilégiées. Le paradoxe est peut-être plus apparent que réel: le premier mérite de l'ouvrage de Maxelon est en effet, à notre sens, de relativiser l'importance de la France dans la stratégie politique globale imaginée par Stresemann dès les lendemains de la première guerre mondiale, et mise en pratique à partir de l'arrivée aux affaires de l'homme d'Etat allemand, en 1923.

Maxelon, qui enseigne l'histoire dans une institution renommée d'Allemagne Fédérale, le Hessenkolleg de Kassel, a préparé son étude à partir d'archives originales d'une part, et d'autre part à partir d'une solide connaissance des ouvrages publiés depuis une dizaine d'années sur la politique extérieure de l'Allemagne de Weimar. Il en est résulté ce livre qui est une »dissertation« de doctorat dépassant nettement l'ampleur habituelle en Allemagne à ce type d'exercice universitaire. Pour les archives originales, ses sources principales sont les papiers personnels de Stresemann (*Nachlaß Stresemann*), d'une très grande richesse, et les procès verbaux des séances du comité central de la »*Deutsche Volkspartei*«, conservés les uns et les autres aux Archives fédérales de Coblence. A cela s'ajoutent quelques dossiers de la Wilhelmstraße (bureau du mini-

* A propos d'une publication récente: M.-O. MAXELON, *Stresemann und Frankreich. Deutsche Politik der Ost-West-Balance*, Düsseldorf (Droste Verlag) 1972, 309 p.

stre et Division politique), et, bien entendu, les publications de documents en cours, soit de la Chancellerie du Reich (cabinet Cuno de 1923 et cabinet Müller de 1928), soit de la Wilhelmstraße (années 1925–1927). L'habitué des archives allemandes trouvera sans doute cette base de documentation d'archives un peu mince pour l'ampleur du sujet: pas un seul dossier sur les relations économiques ou industrielles franco-allemandes, qui furent constamment à l'arrière-plan de la grande négociation politique des années 1924–1929, et un seul dossier du bureau du Secrétaire d'Etat, alors que les dossiers de ce bureau sont beaucoup plus riches que ceux du bureau du Ministre; non pas du tout que l'on veuille dire par là que le travail et l'influence du Secrétaire d'Etat von Schubert aient été plus importants que ceux de son Ministre Stresemann; aussi grande qu'ait été l'influence personnelle de Schubert (sans oublier celle de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris Hoesch), Stresemann a été et est resté sans conteste l'inspirateur et le maître d'oeuvre de la politique de l'Allemagne à l'égard de la France de la fin de 1923 à la fin de 1929; mais il se trouve que la façon de travailler des services de la Wilhelmstraße dans les années 20 était telle que les documents les plus intéressants sont beaucoup plus nombreux dans les dossiers du bureau du Secrétaire d'Etat que dans ceux du bureau du Ministre, ou dans ceux de la Division politique. Toutefois, on ne veut pas tenir grief à l'auteur de cette double lacune documentaire (absence d'exploitation des dossiers économiques et des dossiers du bureau du Secrétaire d'Etat): disposant de trois cents pages pour traiter cet énorme sujet, le Dr. Maxelon en donne une représentation et une interprétation générales avec les grandes lignes desquelles, pour notre part, on tombe d'accord.

M. Maxelon consacre d'abord, et longuement, son étude à la façon dont Stresemann voyait la France, et à la place que la France, dans sa pensée, pouvait tenir dans la vie internationale du Reich, *a v a n t* que lui-même parvienne à la direction de la politique extérieure allemande, c'est-à-dire avant août 1923. Il s'agit donc d'abord d'une étude de l'élaboration de la pensée politique de Stresemann à l'égard de la France *a v a n t* son arrivée aux affaires. Cette étude est longue, puisqu'elle occupe près de la moitié de l'ouvrage. Certains pourraient faire à l'auteur le reproche d'une disproportion entre cette longue et assez minutieuse étude des années d'élaboration et l'exposé des années d'action (1923–1929), qui, par rapport, est rapide, d'autant plus que le rythme s'en accélère avec les années. On pense au contraire qu'un des mérites du travail du Dr. Maxelon est dans la recherche de l'élaboration de la pensée et de la stratégie politiques de Stresemann. Lorsque Stresemann prend en août 1923 la très lourde tâche des affaires du Reich, il a déjà derrière lui tout un passé politique qui va très largement conditionner son action à venir. La

connaissance du Stresemann d'avant 1923 permet d'éclairer et de comprendre l'action du Stresemann d'après 1923. A notre sens, l'étude que fait M. Maxelon des années d'élaboration est la partie la plus neuve et la plus originale de son livre, celle qui apporte le plus à la recherche historique.

Voici d'abord le Stresemann d'avant 1914. M. Maxelon le définit par une heureuse formule comme un «impérialiste libéral». Il souligne à juste titre combien le jeune politicien est marqué par ces années d'extraordinaire essor de l'Allemagne d'avant-guerre et comment il voit la politique à travers l'économie, ce qui restera toujours une constante de la pensée et de la pratique de l'homme. Pour le jeune député national-libéral, lié aux milieux d'affaires, qu'est alors Stresemann, de but de la politique extérieure du Reich devrait être d'assurer à l'Allemagne, dont la vie est déjà largement dépendante des importations et des exportations, son avenir dans l'indépendance et la puissance, à égalité, ou presque, avec les plus grands du moment. Dans la conception du monde que Stresemann a avant 1914, la France ne compte pas beaucoup; rien ne l'a prédisposé à être particulièrement sensible aux affaires françaises; l'admiration personnelle qu'il ressent pour Napoléon (des bustes de l'empereur ornent son appartement) ne doivent pas faire illusion; pour Stresemann, la France n'est plus la «Grande Nation». En 1913, Stresemann écrit: *La France, si elle est sans alliés, est une puissance de second ordre. Ce sont les trois nations germaniques qui mènent la vie économique mondiale*¹. Et par «nations germaniques», Stresemann entend le Reich allemand, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. C'est de ce côté qu'avant 1914 se portent les regards d'admiration et d'envie de Stresemann. D'où son appui à la politique d'expansion navale et coloniale du Reich. Pendant la crise marocaine de 1911, Stresemann écrit *Franzosen raus*. Il fait campagne pour le renforcement du potentiel militaire allemand et envisage froidement l'éventualité d'une guerre; le 10 avril 1913, il écrit: *La paix perpétuelle est une utopie. C'est l'épée qui tranche toujours les questions vitales des nations. Le partage du monde ne se fait pas par des paragraphes dans des conférences*². Et le 20 avril 1914: *Par la guerre ou par la paix, notre place au soleil*³. Bref, la lecture des papiers personnels de Stresemann montre que celui-ci avant 1914 est un représentant assez typique de cette Allemagne que le Professeur Fischer a représentée dans «Griff nach der Weltmacht», de cette Allemagne prête, en toute bonne conscience, à risquer, si nécessaire, la guerre pour assurer sa place

¹ Cité par MAXELON, p. 30.

² Ibidem, p. 31.

³ Ibidem, p. 32.

de grande puissance mondiale. Et encore une fois, dans cette vue des choses qu'a alors Stresemann, la France n'est qu'un partenaire de second rang de la vie internationale, qui ne saurait faire sérieusement obstacle à la réalisation des ambitions allemandes.

Voici les années de guerre. On sait que Stresemann s'y révèle un impérialiste annexionniste passionné⁴. Maxelon reprend cette analyse, mais en l'axant de façon originale sur les buts de guerre à l'égard de la France. Stresemann, qui a trente-six ans en 1914, est dispensé d'obligations militaires (il n'a d'ailleurs jamais fait de service militaire); il devient le véritable leader de la fraction du parti national-libéral au Reichstag, dont le président, Bassermann, est obligé de quitter la direction effective parce qu'il est mobilisé. Du fait de ces circonstances, Stresemann est dès lors à Berlin une personnalité politique. Il s'en prend au chancelier Bethmann-Hollweg, qu'il trouve trop mou. Dans l'hiver 1914-1915, Stresemann est de ceux qui, en Allemagne, contribuent à définir les buts de la guerre à l'égard de la France, dont il ne doute point qu'elle est à la veille d'être vaincue.

En octobre 1914, Stresemann annote et complète un programme préparé par le Pr. Schumacher, professeur d'économie politique à l'Université de Bonn⁵. Ce programme demande:

- 1- Les ports entre l'embouchure de la Somme et la frontière hollandaise (et Stresemann précise: Anvers, et en France, Calais et Boulogne).
- 2- Le Maroc et Tanger
- 3- La côte française des Somalis et Djibouti
- 4- Des privilèges douaniers en France
- 5- Une indemnité de guerre à exiger de la France pour permettre de développer la marine de guerre allemande.

Dans son analyse des buts de guerre de Stresemann à l'égard de la France, Maxelon insiste sur le fait que Stresemann songe surtout à la rivalité germano-britannique et que sa volonté est d'obtenir de la France, qu'il voit déjà vaincue, des concessions qui permettent à l'Allemagne de soutenir sa querelle d'ampleur mondiale contre la Grande-Bretagne. Ceci souligne l'importance *s e c o n d a i r e* que Stresemann accorde à la France dans le rapport des forces internationales. (Et Stresemann raisonne alors en purs termes de rapports de forces militaires et économiques).

Le 8 décembre 1914, Stresemann, en tant que vice-président du *Bund der Industriellen* est reçu par le chancelier Bethmann-Hollweg; son programme de buts de guerre à l'Ouest s'est précisé⁶. Il demande Calais,

⁴ Voir FISCHER, op. cit., passim, et M. L. EDWARDS, *Stresemann and the Greater Germany 1914-1918*, New York, 1963.

⁵ MAXELON, p. 41.

⁶ Ibidem, p. 43.

le bassin de Briey-Longwy, le versant lorrain des Vosges et le Maroc. La Belgique doit être incorporée au Reich; l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Belgique, la Suisse et les pays scandinaves doivent *entrer dans un rapport économique plus étroit*. Il est aussi question de 30 milliards de marks-or à exiger de la France.

Le 9 janvier 1915, Stresemann expose ses projets politico-économiques devant le comité de guerre de l'industrie allemande. De façon assez paradoxale, mais révélatrice de sa pensée profonde, Stresemann paraît souhaiter pour l'après-guerre l'instauration de relations assez amicales avec la France, tout en réduisant celle-ci définitivement à un rôle de puissance de second ordre par un *Diktat* politico-économique. Il voudrait que soit retirée à la France toute possibilité d'une politique indépendante susceptible de contrecarrer les ambitions allemandes et qu'avec cette nouvelle France, aux ailes rognées, l'Allemagne cherche à établir de bonnes relations. Il y a toujours chez Stresemann cette idée que les seules grandes puissances mondiales, avec lesquelles l'Allemagne a à se mesurer, sont l'Empire britannique et l'Amérique, parce qu'ils ont la force économique et industrielle, et que la France n'est pas en soi une grande puissance mondiale, qu'elle ne peut gêner la réalisation des ambitions allemandes que dans la mesure où elle bénéficie d'un système d'alliances. Stresemann en vient ainsi à imaginer, après la victoire allemande, l'entrée d'une France politiquement diminuée dans un système économique du continent européen dirigé par l'Allemagne industrielle.

L'aspect économique-commercial des buts de guerre de Stresemann à l'égard de la France se précise encore. Le 5 mars 1915, devant le *Bund der Industriellen*⁷, Stresemann demande que par le traité de paix à venir soit imposé à la France un traité de commerce de longue durée par lequel la France serait contrainte de diminuer de 50% les droits de douanes sur ses frontières c o n t i n e n t a l e s par rapport à ceux de ses frontières m a r i t i m e s. Il s'agirait ainsi d'écarter le commerce anglais du marché français au profit du commerce allemand. Le but est évidemment la constitution d'une sorte de marché commun continental à direction allemande.

A l'égard de la France, c'est donc à un programme d'annexions et d'une sorte de mise en vassalité économique que Stresemann s'est arrêté dès les premiers mois de la guerre. Il n'en changera pas de toute la durée de celle-ci, malgré les déceptions qu'apporte à l'Allemagne l'évolution de la situation militaire. Lorsque cette évolution mène certains responsables allemands à penser que l'Allemagne ne pourra pas gagner la guerre à la fois sur les deux fronts, et qu'elle aurait intérêt à chercher à arrêter

⁷ Ibidem, p. 48-49.

la guerre sur l'un des fronts pour pouvoir emporter la décision militaire et politique sur l'autre, Stresemann préconise la paix avec la Russie pour porter tout l'effort allemand contre l'Ouest. Dans un mémorandum du début de 1916, il écrit: *A mon avis, dès qu'une tendance à la paix se manifestera en Russie, nous devrions la saisir des deux mains et nous contenter de l'annexion de la Courlande, pour nous jeter avec toute notre force contre la France, afin d'humilier (demütigen) la France, pour qu'elle soit contrainte de reconnaître sa défaite, pour l'affaiblir pour toujours par une forte indemnité de guerre et par les révisions de frontières nécessaires, de telle sorte que la France ne puisse plus par la suite se joindre à une coalition de nos adversaires*⁸.

Durant toutes les années de guerre, l'auteur le souligne, Stresemann ne pense donc la solution du conflit germano-français qu'en termes d'une victoire militaire de l'Allemagne sur la France; pas une seule fois l'idée d'une solution politique ne paraît avoir alors effleuré son esprit. D'où ses relations avec Ludendorff, son appui à la guerre sous-marine, son opposition à la *résolution de paix* du Reichstag, et même sa campagne pour la démocratisation intérieure de l'Allemagne, qui serait, estime Stresemann, un moyen de renforcer le Reich et l'effort de guerre, en associant plus étroitement le peuple à la vie de l'Etat. On touche là l'un des côtés de la pensée et de la politique de Stresemann que les Français, héritiers d'autres traditions politiques, ont du mal à saisir. Pour Stresemann, nationalisme et même impérialisme ne sont pas exclusifs de libéralisation à l'intérieur: *Imperium et libertas* trouve-t-on dans ses notes.

En 1918, Stresemann encore ne pense à la solution du conflit qu'en termes de victoire militaire allemande apportant à l'Allemagne la suprématie économique sur le continent européen. Il participe aux négociations qui, à la suite du traité de Brest-Litovsk, assurent l'hégémonie allemande sur d'immenses territoires à l'Est de l'Europe. Quant à l'Ouest, il déclare dans un discours à Wilhelmshaven, le 26 mars 1918: *Il s'agit maintenant de la situation de l'Angleterre dans le monde et de ce qu'il reste de la position de grande puissance de la France. Ce pays, qui, sur un seul front, a eu plus de morts que nous sur tous les fronts, ne pourra jamais s'en re-*

⁸ Ibidem, p. 55-56. On s'étonne un peu de lire, après cette citation, une réflexion de l'auteur, pour qui ce programme de Stresemann ne serait pas un programme de conquête, «mais, même s'il a des conséquences offensives, [un programme] défensif pour la réalisation de la «plus grande Allemagne» dans la tradition impérialiste de Bassermann toujours approuvée [par Stresemann], défensif pour autant que, par sa réalisation, devait être assuré le développement économique et politique du Reich allemand, qui avait commencé au cours des deux décennies d'avant-guerre, mais qui, du fait de ses conséquences pour le rapport des forces internationales, avait constamment été gêné.» Si l'on est, comme on l'a dit, en général d'accord avec l'auteur, on avoue que, dans certains cas comme celui-ci, on a du mal à partager ses interprétations dialectiques.

mettre entièrement. Transformé en désert sur de vastes territoires, il lui manque l'industrie qui, comme la nôtre, pourrait lui rendre la prospérité économique . . . L'économie française est très durement frappée par la banqueroute de l'Etat russe . . . Sa situation [de la France] ressemble à nouveau à celle de la fin d'août 1914, quand Caillaux prit position pour une paix séparée immédiate. Nous pouvons croire à la victoire⁹.

Les citations que l'auteur tire des papiers privés de Stresemann pendant les années de guerre (on n'a rapporté ici que quelques passages caractéristiques) sont éloquentes et vont toutes dans le même sens. Même si Stresemann ne définit pas la France en soi comme l'ennemi numéro un de l'Allemagne (il réserve alors ce privilège à la Grande-Bretagne), il tient l'écrasement militaire de la France pour indispensable afin de chasser les influences politiques et économiques de l'Angleterre du continent, réduire la France à l'impuissance et assurer sur le continent l'hégémonie de l'Allemagne industrielle. Le Dr. Maxelon souligne à juste titre l'extraordinaire entêtement et l'aveuglement de Stresemann, incapable jusqu'en septembre 1918 de faire une analyse correcte de la situation internationale, enfermé qu'il reste aussi longtemps dans son rêve de victoire militaire. L'aveuglement politique du Stresemann des années de guerre fait un violent contraste avec l'extraordinaire acuité et la maîtrise avec lesquelles, après la guerre, Stresemann saura analyser et manoeuvrer les forces réelles de la vie internationale. Ce n'est qu'en octobre 1918 qu'il se réveille de son rêve; le 13 octobre, il note, plein d'amertume: *nous avons méconnu la force réelle de nos ennemis, et ce fut notre plus lourde faute.*

Et l'on en arrive à l'étude des années 1919-1923 (chapitre 3 du livre de Maxelon) qui nous a très vivement intéressé. L'auteur montre comment Stresemann s'est alors transformé tout en restant le même. Il s'est transformé en ce sens que le choc de la défaite militaire l'a réveillé de ce rêve d'une plus grande Allemagne qu'il nourrissait depuis sa jeunesse, et qui avait pris pendant les années de guerre les formes exacerbées de l'ambition d'un impérialisme annexionniste et hégémonique. Mais le Dr. Maxelon écrit, et l'on partage cette opinion, que Stresemann n'a nullement connu au lendemain de la défaite un «chemin de Damas». Il n'y a pas eu de conversion de sa pensée politique profonde, mais un mûrissement, avec une prise de conscience rapide et aigüe des nouvelles réalités de la vie internationale. C'est alors que le génie politique de Stresemann se révèle. Plutôt que de chercher en vain, comme tant d'hommes politiques allemands d'alors, à s'opposer aux réalités, voire à les nier, et à s'épuiser et à épuiser l'Allemagne dans cette opposition et cette néga-

⁹ Ibidem, p. 67-68.

tion, Stresemann s'attache à les analyser et à préparer la manoeuvre de parade à la défaite.

La force des choses et celle du traité de Versailles, (contre lequel d'ailleurs Stresemann vote au Reichstag) ont fait de la France la partenaire principale de l'Allemagne, qu'elle le veuille ou non, dans la vie internationale de l'immédiat après-guerre. Du coup, la France cesse, dans la pensée politique globale de Stresemann, d'occuper une place relative et de second plan; elle s'impose, et les relations germano-françaises avec elle, au premier plan de ses préoccupations et de ses réflexions; ce qui ne veut pas dire que Stresemann va enfermer son projet politique extérieur dans les seules relations germano-françaises ou dans des relations germano-françaises privilégiées. Certes, la situation internationale nouvelle issue de l'armistice et du traité de paix, dont il prend très vite conscience, lui paraît commander d'accorder une place très grande aux relations germano-françaises dans la politique extérieure à mener par le Reich allemand; mais, dès 1919, Stresemann pense les inéluctables relations germano-françaises seulement comme une partie d'une stratégie politique beaucoup plus vaste dans laquelle l'Allemagne aura intérêt à englober les autres grandes puissances.

Dans l'immédiat, aussitôt après la guerre, le premier souci de Stresemann se porte sur le destin de la Rhénanie. Un instinct sûr lui fait craindre très tôt que les troupes d'occupation alliées, et surtout françaises, en Rhénanie, ne cherchent à y jouer un rôle politique dangereux pour l'unité allemande, ou même seulement pour la forme prusso-allemande du Reich héritée de la construction bismarckienne¹⁰. Un article publié dans la *«Kölnische Zeitung»* dès le 14 novembre 1918 révèle les inquiétudes de Stresemann à cet égard: il craint que la présence prolongée de troupes françaises en Rhénanie ne soit pour la France un instrument pour préparer une modification du statut politique de ces territoires¹¹. Stresemann, pour parer à ce danger, demande que parmi les troupes alliées d'occupation en Rhénanie il n'y ait pas de troupes françaises, et il suggère que l'on en appelle en cette affaire à Wilson. Sans doute la proposition de Stresemann de novembre 1918 n'a aucune chance d'être retenue ni entendue de qui que ce soit, pas même de Wilson; le poids militaire, politique et moral de la France dans la coalition victorieuse met hors de tout débat une telle suggestion. En la formulant en novembre 1918, Stresemann (qui deux mois plus tôt n'imaginait pas possible une défaite alle-

¹⁰ Sur la politique des militaires français en Rhénanie dans l'hiver 1918-1919, voir J. BARIÉTY, *L'administration des territoires occupés en 1919*, à paraître en 1974 dans les Publications du Centre d'étude des Relations internationales de l'Université de Metz.

¹¹ MAXELON, p. 76.

mande) n'a pas encore pris toute la mesure de l'impuissance politique à laquelle l'Allemagne est réduite par sa défaite militaire. Du moins cette première initiative (ou ce premier projet d'initiative) de Stresemann en politique extérieure aussitôt après la défaite apparaît révélatrice chez lui d'un certain nombre de choses: le sentiment aigu des dangers qui menacent, du fait de la France, le Reich et la construction bismarckienne; la volonté d'y faire face sans se laisser décourager par la défaite; l'idée d'une manœuvre par les autres Alliés pour contrecarrer les éventuels projets français ¹².

C'est par la même volonté de sauvegarder, à l'intérieur, la forme prusso-allemande de la construction bismarckienne que le Dr. Maxelon explique le ralliement de Stresemann à la forme républicaine du Reich. De fait, l'ancien (et futur) correspondant de la famille Hohenzollern se rallie à la République. Conversion politique profonde? Non. Réalisme de politicien qui ne veut pas s'enfermer, par fidélité personnelle, dans une position sans avenir? Pas seulement. Les choses étant ce qu'elles sont devenues, la République apparaît à Stresemann le moyen de sauvegarder le Reich, son unité et ses structures prusso-allemandes. L'avenir de la construction bismarckienne, à laquelle Stresemann est très attaché, passe avant la fidélité à la famille des Hohenzollern. Or, au cours de ces premières années d'après-guerre, divers projets de restaurations monarchiques en Allemagne menaceraient, s'ils étaient réalisés, la construction de 1871 ¹³. La constitution républicaine de Weimar est un moyen de couper court à de tels projets aux yeux de Stresemann qui, dès mars 1919, écrivait que tout partage de la Prusse *conduirait à une impuissance politique totale de l'Allemagne* ¹⁴.

A côté du maintien des structures bismarckiennes du Reich, même sous la forme modifiée d'une constitution républicaine, Stresemann voit très

¹² L'étude décisive au Pr. ERDMANN, Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem ersten Weltkrieg, mène à constater que, indépendamment des projets français en Rhénanie, des Rhénans «légalistes» voulaient saisir l'occasion de la préparation d'une nouvelle constitution allemande pour obtenir la création, à l'intérieur du Reich, d'un Land de Rhénanie différent du Land de Prusse. Ce projet a échoué, on le sait, devant l'opposition de l'assemblée nationale de Weimar. Stresemann a-t-il joué un rôle en 1919 dans l'échec pratique du projet de Land rhénan? De façon générale, il nous semble qu'une étude systématique des débats de l'assemblée de Weimar (et des délibérations dans les différents partis) sur ce sujet en 1919 ne serait pas sans intérêt.

¹³ Des documents trouvés ici et là, et les confidences que nous a faites un ancien agent secret français à Munich, montrent que certains hommes politiques français responsables, et notamment Briand pendant sa présidence du Conseil de 1921, cherchent à s'informer des chances de ces projets et à établir des contacts avec leurs promoteurs.

¹⁴ MAXELON, p. 80. Des restaurations monarchiques seraient en outre un obstacle à un Anschluß ultérieur de l'Autriche, dont Stresemann, à la même date, se dit partisan; il parle d'une *Grande Allemagne, qui rassemblerait les 70 millions d'Allemands, dans l'espace centre-européen, en une grande et puissante unité politique*. Ibidem.

tôt dans la puissance économique de l'Allemagne l'atout politique à jouer, notamment face à la France. Sans doute le traité de Versailles affaiblit la puissance économique allemande par des amputations territoriales (ceci est surtout sensible pour cette industrie de base qu'est la sidérurgie)¹⁵, mais de plus il a l'ambition, par les réparations, de faire payer à l'Allemagne la reconstruction des régions dévastées par la guerre, c'est-à-dire surtout le nord et l'est de la France. La France, victorieuse militairement et politiquement de l'Allemagne, sort en fait de la guerre plus affaiblie économiquement que l'Allemagne, du fait de la dévastation de ses régions agricoles et industrielles les plus riches. L'affaire des réparations n'est pas seulement une affaire financière et économique; c'est aussi une affaire éminemment politique, étant donné l'ampleur du problème et l'usage qu'on en peut faire. L'Allemagne, qui doit payer, et la France, qui doit recevoir 52% des versements, se trouvent, qu'elles le veuillent ou non, «mariées» par les réparations. La reconstruction de la France («l'Allemagne paiera»), la stabilisation de sa monnaie et la relance de son économie d é p e n d e n t des versements allemands des réparations. Certes, dans le contexte politico-militaire de 1919-1920, qui assure sans conteste à la France la suprématie sur l'Allemagne, la France peut escompter contraindre l'Allemagne à payer. Il n'en reste pas moins que le principe des réparations place la reconstruction et la relance en France dans la dépendance de l'économie allemande, dans la dépendance de la bonne santé et de la vigueur de l'économie allemande. Car comment faire payer à l'Allemagne les sommes considérables que l'on exige d'elle, si l'Allemagne, d'abord, ne redevient pas riche, et donc puissante? Voilà l'intuition qu'a Stresemann, pour qui politique et économie ne sont pas deux domaines différents, mais une seule et même chose. Il est vraisemblable que certains, en France, avaient vu dans les réparations, outre un moyen de reconstruire les régions dévastées, un instrument pour affaiblir pendant longtemps l'Allemagne par une saignée financière continue. Stresemann a l'intuition de retourner l'instrument des réparations au profit de la politique allemande du fait de la dépendance dans laquelle la France se place. C'est ainsi que Stresemann, qui en juin 1919 encore se posait au Reichstag en adversaire total du traité de Versailles et de son application, en vient en 1920 à penser aux possibilités de manoeuvre qui s'offriraient à l'Allemagne dans le cadre d'une politique d'une certaine exécution du traité. Là aussi, il ne s'agit pas d'une conversion en profondeur, mais d'une adaptation à la conjoncture, le but restant le même. Le but de Stre-

¹⁵ Cf. J. BARIÉTY, *Le rôle de la minette lorraine dans la sidérurgie allemande et la restructuration de la sidérurgie allemande après le traité de Versailles*, Publications du Centre d'études des relations internationales de l'Université de Metz, tome 3, 1972.

semann est et restera le même: rendre à l'Allemagne sa puissance et son indépendance, et réviser le statut de Versailles. Mais au lieu du refus brutal de l'exécution du traité – politique que l'Allemagne n'a pas les moyens de soutenir – Stresemann en vient à penser que l'Allemagne aurait intérêt à entrer dans une politique d'exécution du traité pour en préparer la révision, en utilisant, comme levier, sa puissance économique potentielle.

Dans ce jeu dialectique qu'il imagine – dès 1920, alors qu'il n'est encore que le chef d'une fraction parlementaire de l'opposition – économie et politique, pauvreté et richesse, exécution et révision se mêlent. Autre intuition qu'a alors Stresemann: l'appui de fait que l'Allemagne pourrait trouver pour cette politique dans certains milieux d'affaires français. Le Dr. Maxelon insiste sur ce point; nos propres recherches nous amènent à penser de même. Au fond le traité de Versailles, même dans ses parties économiques, avait été, du côté français, l'oeuvre d'hommes politiques, et non le résultat de pressions des milieux d'affaires français. L'idée d'affaiblir l'Allemagne pendant longtemps par les réparations avait été une idée d'hommes politiques. Stresemann, lui, qui avant d'être homme politique avait été homme d'affaires, devine que la nature des choses et la lettre du traité doivent amener des milieux économiques français, dans l'intérêt du relèvement économique de la France et de leurs propres entreprises, à devenir solidaires d'un relèvement de l'Allemagne. Il devine qu'il y a, en France, une contradiction entre le projet politique d'affaiblissement de l'Allemagne et les forces profondes économiques qui iront dans le sens d'un intéressement au relèvement de l'Allemagne. Ainsi, dans le choix entre un affrontement germano-français et une négociation germano-française, Stresemann en est-il venu à considérer les chances qu'offrirait à l'Allemagne le choix du second terme de l'alternative. On comprend dès lors qu'il soit en 1921 en faveur de la politique de *Verständigung* du style de Rathenau.

Le Dr. Maxelon parle à cet égard de l'influence qu'ont eue sur l'élaboration de la stratégie politique de Stresemann les relations qu'il a établies avec le Pr. Haguenin, chef de la «mission commerciale» française à Berlin¹⁶.

¹⁶ Agrégé de l'Université française, Haguenin avait été avant 1914 lecteur à l'Université de Berlin, où il avait noué de nombreuses relations dans la société. Pendant la guerre, le Quai d'Orsay l'avait chargé de la direction d'un «bureau de presse» auprès de la légation de France à Berne, ce qui, à côté du travail officiel de dépouillement de la presse allemande, permettait certains contacts. (Voir la publication des documents allemands par A. SCHERER et J. GRUNEWALD, *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale*, P. U. F., 1962 et 1966). Aussitôt après la guerre, le Pr. Haguenin fut envoyé à Berlin où il créa une «mission commerciale». Partisan d'une consolidation de la situation allemande et d'une négociation franco-allemande,

Et la France n'est pas tout. Le Dr. Maxelon estime que, dans cette même année 1920, Stresemann a imaginé le rôle que l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pourraient tenir dans la politique extérieure allemande.

Stresemann, libéral et antimarxiste actif et efficace en Allemagne, n'est en rien un adversaire de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Union soviétique¹⁷. Certes, il n'est pas du nombre de ces Allemands nationalistes qui, par rancœur et amertume à l'égard des Alliés occidentaux, se jettent dans une soviétophilie de dépit. Mais il tient de bonnes relations avec Moscou pour utiles à l'Allemagne. Il y a, bien sûr (un Stresemann ne peut jamais oublier cela), les intérêts économiques et commerciaux de l'Allemagne en Russie. Mais il y a surtout, au plan politique, l'utilisation tactique que Berlin peut faire de ses relations avec Moscou pour montrer aux Alliés occidentaux que l'Allemagne n'est pas seule, et pour rendre plus sensible aux sollicitations allemandes une politique anglaise qui s'inquiéterait d'un rapprochement germano-soviétique trop prononcé. Le sous-entendu d'une politique germano-soviétique toujours possible est pour l'Allemagne un moyen de semer en Angleterre quelque inquiétude, que Berlin ne demande d'ailleurs qu'à apaiser, si Londres, de son côté, fait ce qu'il faut pour cela. C'est là le sens, chez ses protagonistes allemands, de Rapallo, que Stresemann ne manque point d'approuver. Moyen discret et efficace de pression sur les Occidentaux, une politique de bons rapports (tout en restant d'amitié mesurée) avec l'Union soviétique est au surplus un préalable nécessaire pour une révision ultérieure de la frontière germano-polonaise, frontière que Stresemann, comme tous les Allemands de ces années-là, tient pour une frontière injuste, taillée à vif dans la chair de l'Allemagne.

Quand il sera au pouvoir, Stresemann mènera effectivement à l'égard de l'Union soviétique cette politique.

Quant aux Etats-Unis, les historiens conviennent aujourd'hui de la place prééminente qu'ils tiennent dans la stratégie de Stresemann au cours de ses années d'exercice du pouvoir, de 1923 à 1928¹⁸. M. Maxelon vou-

Haguenin fut certainement un personnage-clé dans les relations franco-allemandes au début des années 20. Quelle fut exactement son influence? Et dans quel sens utilisa-t-il cette influence? Il serait fort intéressant de l'étudier. Sans doute l'exploitation de ses papiers, qui existent, apporterait-elle beaucoup.

¹⁷ MAXELON, p. 90-92.

¹⁸ Après le travail pionnier que fut l'étude sur les relations germano-américaines du père jésuite E. J. BERBUSSE (Georgetown University, Washington, 1951), l'essentiel a été vu par R. GOTTWALD, *Die deutsch-amerikanischen Beziehungen in der Ära Stresemann*, Colloquium Verlag, Berlin-Dahlem, 1965. Enfin, l'étude systématique fut le fait de W. LINK *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-1932*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1970.

draît ici aussi que Stresemann ait défini dès 1920 sa stratégie¹⁹. Sans doute, l'isolationnisme américain fut moins absolu que proclamé, mais il fut quand même. L'on se demande si, ici, M. Maxelon, emporté par son sujet et le personnage qu'il étudie, ne sollicite pas un peu la pensée du Stresemann de 1920, en anticipant sur les faits.

En revanche, on suit tout à fait l'auteur dans l'analyse qu'il donne de l'importance des relations de Stresemann avec lord D'Abernon, le banquier qui depuis juin 1920 est l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin. Si l'éminent professeur Haguenin a eu quelque importance, que dire de celle du puissant lord D'Abernon, le *lord protector of Germany*! Cette Angleterre, dans laquelle Stresemann, avant la guerre, puis surtout au cours des années de guerre, avait vu la rivale, et donc l'ennemie numéro un de l'Allemagne, au temps où il rêvait que son pays conquière lui-même la première place, voici que maintenant, où il ne s'agit plus d'accroître le domaine, mais de défendre l'héritage, Stresemann y voit l'alliée potentielle numéro un. Dans le fond, les sentiments respectifs de Stresemann à l'égard de l'Angleterre et de la France, n'ont point changé: l'Angleterre est la très grande puissance; la France est un pays qui, au gré de la conjoncture et du système dans lequel elle peut, on non, s'intégrer, oscille entre les puissances du premier et celles du second rang, quoi qu'elle en ait ou qu'elle en pense. Au temps où l'Allemagne, ayant le vent en poupe, pensait pouvoir contester à l'Angleterre la première place, et pensait pouvoir se mesurer à elle, l'hostilité à l'égard de la France ne paraissait à Stresemann qu'une conséquence de la grande rivalité germano-anglaise. Mais le jour où la conjoncture fait – temporairement et en quelque sorte artificiellement – de la France la grande rivale de l'Allemagne (même s'il s'agit d'une rivalité dans le cadre d'une dialectique d'exécution-révision du traité de paix), pour faire face à la pression française dominante du moment, c'est naturellement vers l'appui de la Grande-Bretagne, grande puissance en soi qui ne doit rien à la conjoncture dans la vue des choses de Stresemann, que celui-ci se tourne; comme pour replacer les choses, et la France, dans leurs véritables dimensions. Plus tard, seulement, Stresemann verra que la vraie force profonde à utiliser comme levier est aux Etats-Unis et non plus en Grande-Bretagne.

En parlant de la Russie soviétique, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, on ne s'est pas écarté de la France ni des relations germano-françaises. Car tout cela dans la pensée, et bientôt dans l'action, de Stresemann ne fait qu'un: la nécessité de négocier avec la France; mais dans un cadre où les relations germano-soviétiques permettront une pression discrète sur l'ensemble des Occidentaux; où des relations germano-anglai-

¹⁹ MAXELON, p. 92.

ses d'un type tout nouveau permettront de laisser espérer une pression directe de l'Angleterre sur la France; où enfin se profile à l'horizon l'Amérique et sa jeune toute-puissance financière.

Ce ne sont là encore, dans cette synthèse, que pensées d'un politicien, homme d'Etat en puissance. Dès 1921, ici ou là, on voit en Stresemann un chancelier possible. Mais les temps ne sont pas encore venus. Stresemann, que l'on a vu naguère, quelle qu'ait été par ailleurs sa vitalité, à la remorque des idées voire des préjugés de l'Allemagne dans laquelle il vivait, est désormais en avance sur les sentiments dominants de celle-ci. Dans son analyse des forces profondes de la situation internationale il a devancé la vue qu'on en a généralement en Allemagne, où l'on est toujours ancré dans un refus quasi-viscéral de Versailles.

C'est en 1922 que Stresemann voit vraiment le parti que la politique allemande pourrait tirer de la position financière de l'Amérique. Dans une lettre au Kronprinz du 14 mai 1922, il écrit: *La détente ne pourra se produire que lorsque l'Amérique exercera sur la France sa pression de nation créditrice et se déclarera prête à ne fournir à la France les crédits dont celle-ci a besoin qu'à la condition que la politique française à l'égard de l'Allemagne soit modifiée*²⁰.

Désormais son programme est prêt. Mais l'Allemagne est encore enfermée dans l'illusion de pouvoir s'opposer à l'exécution du traité de Versailles. Il faudra encore l'épreuve de force de l'occupation de la Ruhr, la *résistance passive* et son échec pour que Stresemann parvienne à la Chancellerie²¹.

Nous voici donc en 1923, l'année terrible de l'Allemagne. Pendant les mois de la *résistance passive*, Stresemann, qui préside la commission des Affaires étrangères du Reichstag, conserve une attitude assez attentiste, évitant de trop se marquer. Il n'exclut pas la possibilité de négociations avec la France²². Il pense que l'Allemagne ne peut pas gagner l'épreuve de force qui risque de tourner à l'avantage des projets politiques français, et qu'il vaut mieux envisager des sacrifices financiers. Le 7 mars, il dit au Reichstag.: *Si l'on peut par un impôt sur les propriétés parvenir à sauver la liberté et l'indépendance de l'Allemagne, c'est le devoir évident du gouvernement de l'exiger et c'est le devoir de ces milieux [possédants] de donner ce qui est nécessaire pour garantir les engage-*

²⁰ Ibidem, p. 116.

²¹ L'exposé que donne l'auteur des origines de l'affaire de la Ruhr nous paraît un peu sommaire. Il parle (p. 123) des «offres» (Offerten) du gouvernement Cuno dans l'affaire des réparations, «offres» refusées par Poincaré. Sans doute n'aurait-il pas été superflu de préciser que ces «offres» consistaient essentiellement en une demande de moratoire prévoyant une suspension des paiements des réparations pendant plusieurs années.

²² MAXELON, p. 127.

ments que l'Allemagne a pris²³. La *résistance passive* n'est pas pour Stresemann une politique en soi; c'est au mieux un moyen pour gagner du temps, dans l'espoir d'une intervention anglo-saxonne.

L'échec de la *résistance passive* est maintenant évident et Cuno démissionne. Stresemann est l'homme de la situation. Le 13 août 1923, il est chancelier. Les mois qui suivent sont d'une extrême richesse historique. Trois grands thèmes retiennent l'attention: l'affaire rhénane, les propositions de négociation que Stresemann fait à Poincaré et la convocation du comité des experts qui mènera au plan Dawes.

L'exposé que donne le Dr. Maxelon de l'affaire rhénane lui fournit l'occasion d'une polémique avec le Pr. Erdmann dont il ne partage pas toute l'analyse²⁴. Sans entrer trop loin dans les détails d'une affaire extrêmement complexe, et au demeurant loin d'être encore bien éclaircie²⁵, précisons l'objet du différend entre le Dr. Maxelon et le Pr. Erdmann: il s'agit des réactions de Stresemann devant le projet d'Adenauer et d'autres personnalités rhénanes d'entrer en négociations directes avec les autorités françaises et devant le projet de constitution d'un Etat rhénan²⁶. Pour le Pr. Erdmann, au moment le plus critique de l'affaire rhénane, Stresemann aurait envisagé un moment, le 24 octobre 1923, la possibilité d'une séparation de la Rhénanie du Reich; non pas du tout qu'il l'ait proposée (et encore moins souhaitée!), mais du fait de l'impossibilité pour le Reich, en pleine déroute financière, de faire face aux dépenses des frais d'occupation, des traitements des fonctionnaires et des subsides aux chômeurs des territoires occupés²⁷. Bref, Stresemann aurait envisagé un moment que le gouvernement de Berlin donne le feu vert à Adenauer pour son projet. Le Dr. Maxelon conteste vigoureusement cette interprétation; pour lui, Stresemann, même s'il a parfois hésité sur la voie qu'il fallait prendre, aurait constamment été un adversaire des projets d'Adenauer.

Le débat est-il si important? Sans doute le lecteur français, surtout celui de 1974, n'a pas les raisons de se passionner pour cette petite polémique que peut avoir le lecteur allemand du fait de ce que fut la suite de l'histoire allemande. Mais l'historien ne peut se dérober. Il faudrait relire attentivement l'ensemble des documents du 20 au 25 octobre, que l'on

²³ Ibidem, p. 130.

²⁴ Cf. ERDMANN, op. cit.

²⁵ On se réserve de revenir, à une autre occasion, sur la politique rhénane de Poincaré de septembre à décembre 1923, à partir de dépouillements que l'on a fait dans les archives du Quai d'Orsay et celles de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans.

²⁶ ERDMANN, op. cit., p. 87-155. MAXELON, p. 144-147.

²⁷ ERDMANN, p. 88-89.

n'a pas sous la main. Le 25 octobre, à la rencontre de Hagen, en Westphalie, entre Stresemann et les leaders rhénans, il est certain que Stresemann a refusé catégoriquement à Adenauer la création d'un Etat rhénan *séparé de la Prusse*, tout en autorisant des négociations directes entre Rhénans et Franco-Belges. Mais il est certain aussi que la veille, à Berlin, Stresemann a dit en conseil des ministres: *Nous ne pouvons plus financer la lutte. Le but doit être de se séparer dans l'amour et non dans la haine*. Il nous semble que pour comprendre ces contradictions, il faille faire entrer en ligne de compte l'énormité du poids des responsabilités qui pèsent alors sur les épaules de Stresemann, le côté catastrophique de la situation et la tension nerveuse extrême dans laquelle il vit (à la sortie de sa conversation du 25 avec Adenauer, Stresemann se trouve mal).

Toutefois remarquons qu'il y a là pour les historiens encore matière à recherche.

Second thème important pour les derniers mois de 1923, les offres de négociation de Stresemann à Poincaré, et leur refus par Poincaré: le 26 septembre, fin de la *résistance passive*; le 24 octobre, demande allemande d'une expertise sur ses capacités de paiement, etc. ... On s'est souvent interrogé sur les raisons du refus par Poincaré des offres que Stresemann lui faisait d'une négociation franco-allemande après l'abandon de la *résistance passive*. Il est commun de dire que Poincaré aurait laissé échapper là l'occasion de tirer un profit politique de son succès technique, et l'on se demande pourquoi donc il voulait encore attendre.

Une explication est sans doute qu'en même temps que Stresemann propose la négociation entre Berlin et Paris, s'ébauche une négociation entre les Rhénans et les autorités d'occupation. Très certainement, Poincaré pense pendant quelques semaines à la possibilité réelle de la création d'un Etat rhénan, qui pourrait apporter une solution au problème, non encore résolu, de la sécurité de la France, problème qui préoccupe Poincaré au moins autant que celui des réparations. Une négociation Paris-Berlin ne rendrait-elle pas inutile et impossible la négociation qui s'ébauche avec les Rhénans? Et ne serait-ce pas là d'ailleurs l'une des raisons essentielles de la négociation que propose Stresemann?

Mais il y a sans doute un autre motif chez Poincaré. Pour expliquer le comportement de Poincaré, le Dr. Maxelon est, pensons-nous, sur une bonne piste quand il donne de l'importance à l'interprétation que suggère Hoesch, le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade d'Allemagne à Paris²⁸,

²⁸ Au moment de l'occupation de la Ruhr, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le Dr. Mayer, avait été rappelé à Berlin en signe de protestation. Son second, Hoesch, avait été chargé de gérer en son absence l'ambassade. Hoesch, diplomate d'une remarquable intelligence, réussira, en dépit de l'affrontement franco-allemand, à conquérir la confiance de Poincaré, à tel point que la Wilhelmstraße le nommera, une fois l'épreuve passée, ambassadeur en titre au début de 1924.

dans un télégramme du 22 septembre 1923²⁹. Si Poincaré a occupé la Ruhr, câble Hoesch à Stresemann, ce n'est pas seulement pour des raisons franco-allemandes. En entrant dans la Ruhr, Poincaré est aussi allé chercher les Anglais et les Américains. Dans les problèmes que la France a à régler, il y a aussi l'énorme problème de ses dettes de guerre à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique. Poincaré, estime Hoesch, reste dans la Ruhr pour amener les Anglais et les Américains à négocier avec la France un aménagement des dettes interalliées.

Au fond, dans cette interprétation, l'occupation de la Ruhr, au delà de l'affaire des livraisons de charbon et des paiements des réparations, au-delà même de l'affaire rhénane, aurait été pour Poincaré le moyen de rendre indispensable une grande négociation internationale multilatérale pour résoudre en même temps l'ensemble des problèmes financiers issus de la guerre, réparations et dettes interalliées; elle aurait été le moyen de contraindre à cette négociation globale et simultanée Londres et Washington, qui ne cessaient de s'y dérober depuis la fin de la guerre dans la pensée de conserver, avec les dettes, un moyen de pression et de contrôle sur Paris; elle aurait été enfin le moyen de placer la France en position de force pour cette grande négociation à venir.

Et l'on retrouve ici le troisième thème majeur des derniers mois de 1923: la convocation du comité des experts, communément appelé comité Dawes. Avouons-le, nous ne partageons pas l'interprétation que donne le Dr. Maxelon de cette troisième affaire. Il écrit³⁰ que Poincaré a été contraint *«contre sa volonté»* d'accepter la convocation des experts *«à la suite de la pression anglo-américaine»*. C'est là, on le sait bien, une interprétation traditionnelle. Nous la tenons pour un peu simpliste après avoir dépouillé les archives du Quai d'Orsay³¹. Aussi bien voudrait-on profiter ici de l'occasion pour faire le point sur cette affaire, telle que nous la voyons, en nous écartant du livre du Dr. Maxelon, auquel nous reviendrons par la suite.

Poincaré et la convocation du comité des experts

Certes, l'idée de réunir un comité d'experts, banquiers et professeurs d'économie politique, pour étudier les capacités réelles de paiement par

²⁹ MAXELON, p. 138, note 108.

³⁰ Ibidem, p. 148, note 144.

³¹ Dans la même note de son livre, le Dr. Maxelon prend d'ailleurs bien soin de dire que l'on ne pourra pas donner avec précision les raisons de Poincaré tant que les archives du Quai d'Orsay ne seront pas ouvertes. Aujourd'hui, elles le sont, mais elles ne l'étaient pas encore quand l'auteur a rédigé son manuscrit.

l'Allemagne des réparations n'est pas une idée de Poincaré, ni même, dans ses origines, une idée française. Les gouvernements français, et celui de Poincaré plus vigoureusement que tout autre, n'avaient jamais cessé de rejeter cette idée, d'abord parce que sa réalisation aurait risqué de remettre implicitement en cause le chiffre total des réparations, et aussi parce que ces juges que seraient les experts seraient aussi des parties (banquiers anglais et américains).

L'idée de l'expertise a été avancée ici et là en 1921 et 1922. Elle a pris la forme d'une proposition concrète, on le sait, par le discours tenu le 29 décembre 1922, donc à la veille de l'occupation de la Ruhr, par le secrétaire d'Etat américain Hughes devant l'American Historical Association à New Haven³². Bien que Hughes ait présenté sa proposition comme une suggestion non politique, nul ne pouvait ignorer que derrière se trouvait tout le poids de la politique et de la finance américaines. La proposition Hughes n'eut toutefois dans l'immédiat aucune suite, puisque ce fut quelques jours plus tard l'occupation de la Ruhr, pratique de la politique des réparations paraissant aux antipodes de celle suggérée par le secrétaire d'Etat américain.

Pendant les mois de la *résistance passive* le gouvernement allemand fait à deux reprises, le 2 mai et le 7 juin 1923, des offres de négociation sur les réparations qui se réfèrent à la proposition Hughes. Evidemment, il s'agit pour le Reich de chercher à se libérer de l'étreinte par laquelle Poincaré le tient, en cherchant à provoquer une intervention internationale et notamment américaine dans l'affaire des réparations. Evidemment Poincaré élude ces offres. Au moment où la «résistance passive» s'avère un échec et où l'épreuve de force de la Ruhr tourne à l'avantage des Franco-Belges, fin juillet-début août 1923, le Foreign Office britannique se rallie à l'idée de l'expertise (lettre du gouvernement britannique aux gouvernements alliés du 20 juillet et lettre de lord Curzon aux ambassadeurs de France et de Belgique à Londres du 11 août)³³. Poincaré refuse toute expertise.

L'épreuve de force franco-allemande continue donc. Stresemann a constitué son gouvernement le 13 août. Il a misé d'abord sur une intervention anglaise et américaine: l'expertise en serait un moyen. L'intransigeance de Poincaré rend vain cet espoir. Le 26 septembre, Stresemann annonce la fin officielle de la *résistance passive*, puis il offre à Poincaré une négociation bilatérale franco-allemande. Le 10 octobre, Poincaré refuse cette négociation et laisse volontairement la situation se détériorer en Allemagne.

³² WEILL-RAYNAL, Les réparations allemandes et la France, tome II, p. 498-499.

³³ Ibidem, p. 433-434 et 444 et suivantes.

Poincaré a-t-il des raisons de penser que la poursuite de cette politique dure, loin de contribuer à accroître l'isolement de la France, pourrait amener au contraire les autres puissances à se rapprocher d'elle?

Les très antipoincariste lord Curzon, secrétaire d'Etat au Foreign Office, aussi puissant soit-il, n'est pas toute la politique anglaise. Poincaré a entendu, venant de Londres, un autre son de cloche, et auquel il ne peut qu'attacher de l'importance, puisqu'il s'agit du Premier ministre lui-même, Stanley Baldwin, qui occupe ces fonctions depuis mai 1923 seulement, et qui n'a donc pas été marqué par les disputes franco-anglaises de 1922 et du début de 1923. Curieusement, Baldwin a éprouvé en septembre 1923, précisément au moment où Poincaré gagnait l'épreuve de force dans la Ruhr, le besoin de faire une cure à Aix-les-Bains; ce qui l'amène à passer par Paris, et bien entendu à y rencontrer Poincaré. L'historien peut se demander si la cure aixoise n'a pas permis à Baldwin de rencontrer Poincaré, sans que cette rencontre, à un tel moment, puisse paraître aux antipoincaristes londoniens une rencontre de Canossa. Le 19 septembre, Poincaré et Baldwin sont ensemble à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris. On dispose dans les archives du Quai d'Orsay de notes très complètes qui permettent de reconstituer leur entretien³⁴.

Baldwin, très cordial, dit d'entrée de jeu vouloir parler en toute franchise et vouloir restaurer l'Entente; il pense que s'il y a eu des difficultés entre la France et la Grande-Bretagne, c'est pour deux raisons: le projet de traités de garantie entre la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique a échoué, et la politique de Lloyd George a fait que la France a perdu confiance dans la Grande-Bretagne. Baldwin, lui, dit vouloir restaurer la confiance entre la France et la Grande-Bretagne. Poincaré répond qu'il est entièrement d'accord, et les deux hommes de faire retomber sur Lloyd George la responsabilité de la détérioration des relations franco-britanniques. Après ce préambule, où Baldwin a fait d'évidentes avances à Poincaré, le Premier britannique expose au président du Conseil Français que l'opinion publique anglaise s'en prend au «militarisme» français. Il dit: *on éprouvera les plus grandes difficultés à effectuer un règlement avec les Allemands tant que le caractère militaire de l'occupation de la Ruhr n'aura pas été modifié. A moins d'un changement de ce genre, aucun gouvernement britannique ne pourrait collaborer de bon coeur à faire de l'Entente ce qu'elle doit être.* Mais il ajoute que l'Angleterre est d'accord sur le principe de *faire payer le Boche*. Baldwin souhaite une solution et demande à Poincaré de lui dire ce qu'il compte faire quand l'Allemagne aura renoncé à la résistance passive (on

³⁴ Papiers Millerand, carton n° 8.

est le 19 septembre, et Stresemann annoncera officiellement la fin de la résistance passive le 26).

Poincaré remercie Baldwin de sa franchise et lui répond que des conversations entre eux deux sont la meilleure façon de préparer une conférence à venir. Si la France a occupé la Ruhr, c'est que, depuis 1919, elle avait le sentiment qu'à chaque occasion on diminuait ce qu'elle tenait du traité de Versailles et qui était déjà inférieur à ce qu'elle aurait voulu obtenir. Si elle l'a occupée seule, c'est que Lloyd George, puis Bonar Law ont refusé que l'on prenne des gages quand il s'agissait d'accorder des moratoires à l'Allemagne. *Il faut d'abord que la résistance cesse, puis on pourra causer, et d'accord avec la Grande-Bretagne, écouter M. Stresemann s'il fait des propositions raisonnables.*

Quelle importance faut-il accorder à cette conversation? Aucune décision n'y est prise. Poincaré reste évasif sur ses projets. Mais il peut être fondé à penser à une évolution de la position anglaise et à un rapprochement franco-anglais. De son côté il a marqué son souci de parler, le moment venu, avec l'Allemagne de Stresemann *en accord avec la Grande-Bretagne* et il a évoqué une conférence à venir. Sans doute l'intuition du chargé d'affaires allemand Hoesch est-elle bonne, lorsqu'il télégraphie à Stresemann le 22 septembre que Poincaré n'est pas allé chercher dans la Ruhr les réparations allemandes seulement, mais aussi les Anglo-Saxons. Après son entretien avec Baldwin du 19 septembre, Poincaré peut penser que l'Angleterre commence à venir.

En octobre, tandis que la situation allemande continue de se détériorer (21 et 22 octobre, putschs séparatistes en Rhénanie; 24 octobre, le tragique conseil de cabinet, que l'on a vu, du gouvernement de Berlin; 25 octobre, affrontement Stresemann-Adenauer à Hagen), les choses mûrissent entre Alliés.

Le 12 octobre, Curzon fait demander à Washington si l'Amérique est prête à réaliser son idée d'une expertise, et à y participer, au besoin sans la France³⁵. Washington répond le 16 que l'Amérique est prête à participer avec les Alliés intéressés aux réparations allemandes à une conférence pour étudier la capacité de paiement de l'Allemagne et mettre sur pied un plan financier; la participation de la France lui paraît indispensable³⁶. Le 20 octobre, Londres fait connaître aux Alliés l'offre de collaboration de l'Amérique. Le 25 octobre, Baldwin, dans un discours à Plymouth, invite de façon insistante Poincaré à ne pas refuser l'invitation qu'on lui adresse.

³⁵ WEILL-RAYNAL, op. cit., p. 499-500.

³⁶ Ibidem, p. 500-501.

S'agit-il d'une pression convergente sur Poincaré pour l'amener à céder, et, en se ralliant quelques jours plus tard à l'idée de la convocation d'un comité d'experts, Poincaré succombera-t-il simplement à cette pression? Des documents inédits mènent à suggérer une interprétation plus complexe.

Le 23 octobre (donc après que soit connue par le ricochet du Foreign Office l'offre américaine de participation, mais avant l'exhortation de Baldwin à Plymouth) Poincaré a reçu du chargé d'affaires de France à Washington, Laboulaye, un télégramme sur une conversation que celui-ci venait d'avoir avec le secrétaire d'Etat Hughes⁸⁷. Le Foreign Office n'aurait qu'incomplètement reproduit et transmis à Paris le contenu de la note par laquelle Washington avait fait savoir que l'Amérique était prête à participer à une conférence avec les Alliés sur les réparations allemandes. M. Hughes, télégraphie Laboulaye, *ajoutait que s'il arrivait qu'un accord s'établisse entre les Alliés sur un programme de réparations, le gouvernement américain de son côté ferait tous ses efforts pour tenir compte de ce que chacun des Etats créanciers de l'Allemagne recevrait, et ne lui réclamerait à son tour sa dette vis-à-vis des Etats-Unis que dans une proportion équitable.*

Que faut-il penser de tout cela? Y-a-t-il eu manoeuvre de Curzon, intoxication de Laboulaye par Hughes, ou méprise de Laboulaye sur le sens des paroles de Hughes? Une recherche approfondie dans les archives américaines et anglaises serait nécessaire pour tirer cette affaire au clair. En tout cas, sur la foi du télégramme de son représentant à Washington, Poincaré est persuadé le 23 octobre que l'Amérique est désormais prête à accepter le principe d'une liaison du problème des dettes interalliées et de celui des réparations allemandes (un objectif constant de la diplomatie française depuis 1919), si la France, de son côté, accepte l'expertise.

Le projet d'expertise, du coup, prend aux yeux de Poincaré une toute autre signification. Loin d'être un simple instrument pour diminuer le montant des réparations allemandes, l'expertise pourrait être l'amorce de la grande négociation internationale que Poincaré recherche sur l'ensemble des questions financières, et dans la perspective de laquelle il refuse la négociation bilatérale franco-allemande. Dès le 24 octobre, Poincaré télégraphie à Laboulaye: *Veuillez remercier M. Hughes des déclarations si cordiales et si opportunes qu'il vous a faites. Nous apprécions tout particulièrement ce qu'il vous a dit au sujet des dettes interalliées. La position prise par le gouvernement américain facilitera certainement l'examen général du problème des réparations qui, comme nous l'avons*

⁸⁷ Télégramme 578-584 de Laboulaye du 23 octobre 1923, Papiers Millerand, carton n° 8.

*toujours dit, est solidaire de celui des dettes de guerre*³⁸. Le 25 octobre, Poincaré télégraphie à l'ambassade de France à Londres que ce que Hughes a dit à Laboulaye sur les dettes interalliées est très important, et il demande à cette ambassade de remettre à Curzon une note qui dit que le gouvernement français envisage très favorablement la participation américaine à la Commission des Réparations, que l'on ne peut dessaisir des pouvoirs qu'elle tient du traité; mais le traité prévoit parfaitement la possibilité que la Commission désigne des commissions d'experts³⁹.

La conversion de Poincaré au projet d'expertise est donc chose faite. Ces documents en donnent clairement les raisons. Poincaré ne se rallie donc pas *contre sa volonté et sous la pression des Anglais et des Américains* au projet d'expertise. Il s'y rallie volontairement et en étant persuadé que, bien loin de subir une défaite diplomatique, il met une nouvelle carte dans le jeu de la France.

Le sens qu'il donne à son ralliement au projet d'expertise est d'ailleurs bien net dans les longues instructions qu'il prépare aussitôt pour Barthou, représentant français à la Commission des Réparations⁴⁰. On y lit: *si les gouvernements américain et britannique jugent utile de donner à l'Allemagne des facilités de paiement ou même de réduire la dette allemande, ils devront se prononcer sur les allègements qu'ils nous accordent sur leurs propres créances à notre égard: c'est là une question qui sera à débattre entre gouvernements et qui sort du cadre des travaux de la Commission des Réparations et du comité d'experts*. En conséquence, Poincaré écrit à Barthou qu'il n'est pas question que le comité des experts révise le chiffre total des obligations de réparations de l'Allemagne, afin de conserver à la France un atout dans la négociation interalliée sur les dettes.

C'est ainsi que, sur instruction de Poincaré, Barthou prend l'initiative de proposer, le 13 novembre, à la Commission des Réparations, la désignation d'un comité d'experts. Le projet d'expertise devient ainsi une initiative française! La surprise de l'opinion est alors totale, tant cela paraît un renversement de la politique française.

Il conviendrait donc, pensons-nous, de réviser l'interprétation traditionnelle des raisons pour lesquelles Poincaré s'est rallié à l'idée de l'expertise. Ce ralliement a eu lieu entre le 23 et le 25 octobre 1923. A cette date, Poincaré n'est nullement contraint de céder à une pression anglo-américaine: la position française en Allemagne est au plus haut et la détérioration du franc n'est pas encore catastrophique: octobre 1923

³⁸ Télégramme 536 de Poincaré du 24 octobre. Ibidem.

³⁹ Télégrammes 2183-2185 de Poincaré du 25 octobre. Ibidem.

⁴⁰ Lettre de 21 pages de Poincaré pour Barthou du 6 novembre. Ibidem.

n'est pas janvier 1924. Non seulement Poincaré se rallie à l'idée de l'expertise, mais (ses instructions à Barthou le prouvent) il entend faire de l'expertise un instrument supplémentaire de la stratégie diplomatique française dans le cadre de la politique d'exécution du traité de Versailles.

Il est d'ailleurs fort intéressant d'analyser le plan Dawes qui sortira du travail du comité des experts⁴¹. Cette analyse mène à de curieuses constatations: le plan ne prévoit aucune diminution du montant global des réparations allemandes, contrairement à ce qui est souvent imprimé; il ne prévoit aucunement l'obligation de l'évacuation militaire de la Ruhr par les Franco-Belges; il prévoit explicitement la possibilité pour les Alliés de devenir propriétaires d'une partie du capital de certaines entreprises allemandes par le biais de la cession par l'Allemagne d'une partie des obligations industrielles à émettre dans le cadre du plan. C'est dire que, si l'on s'en tient au texte même et au texte seul du plan Dawes, tel qu'il est transmis à la Commission des Réparations le 9 avril 1924 (alors que Poincaré est encore aux affaires à Paris), l'exécution du plan peut ne pas paraître incompatible avec les grandes lignes de la politique de Poincaré. C'est d'ailleurs Poincaré lui-même qui accepte le plan Dawes le 25 avril, avant les élections françaises qui lui coûteront le pouvoir, et non pas son successeur Herriot, comme l'écrit de façon erronée le Dr. Maxelon⁴².

Le plan Dawes au fond est un instrument. Tout instrument peut être utilisé à des fins différentes, voire opposées, comme le sabre de Monsieur Prudhomme. Il convient de distinguer le contenu propre du plan Dawes, rarement analysé du façon correcte, et le cadre pratique dans lequel il sera utilisé du fait des mesures d'accompagnement (dont la plus importante est l'évacuation militaire de la Ruhr) qui ne seront prises qu'ultérieurement, au cours de la conférence de Londres de juillet-août 1924.

Le plan Dawes aurait-il eu des chances d'être utilisé autrement qu'il le fut en fait à partir de la conférence de Londres? Il n'appartient pas à l'historien d'écrire l'histoire au conditionnel mais de constater. On constate que pendant l'élaboration même du plan Dawes, nombreux sont ceux, surtout en Allemagne et en Amérique⁴³, qui veulent l'utiliser comme instrument pour faire sortir les Franco-Belges de la Ruhr et renverser la tendance des relations franco-allemandes. Mais on constate aussi que Poincaré, tant qu'il est au pouvoir, ne renonce pas à en faire un in-

⁴¹ On se réserve de revenir à une autre occasion sur cette analyse.

⁴² MAXELON, p. 155-156.

⁴³ Voir LINK, op. cit.

strument de sa politique globale. Sans doute Poincaré a renoncé, dès janvier 1924, à l'ambition rhénane, mais il n'a pas renoncé à une négociation pour une solution conjointe du problème des réparations, de celui des dettes interalliées, et de celui de la sécurité, liaison qui était à l'origine de son acceptation de l'idée de l'expertise: la très curieuse correspondance qu'échangent de janvier à mai 1924 Poincaré et le nouveau Premier britannique MacDonald le prouve⁴⁴; elle montre aussi, à lire les lettres de MacDonald, que Poincaré pouvait avoir des raisons de penser qu'il n'avait pas encore perdu la partie. La véritable bataille sur le sens à donner au plan Dawes s'est engagée les 21 et 22 juin 1924, lors de la rencontre de MacDonald et d'Herriot à Chequers, et le plan Dawes n'est devenu « tel qu'en lui-même enfin » qu'à la suite de la conférence de Londres de juillet-août 1924.

Dans les transformations profondes que connaissent les relations franco-allemandes, nous n'adoptons pas le même calendrier que le Dr. Maxellon. Nous ne pensons pas qu'il y ait une charnière fin octobre-début novembre 1923 avec l'adoption de l'idée de l'expertise par Poincaré. La politique dure de la France à l'égard de l'Allemagne se poursuit en novembre et en décembre 1923 malgré l'adoption de l'idée de l'expertise et, dans l'esprit de Poincaré, les deux choses ne sont pas antinomiques.

Poincaré prend un premier virage en janvier 1924: il abandonne alors l'idée d'une construction rhénane et il laissera s'effondrer la république autonome du Palatinat sans réagir. Il le fait certainement sous la pression de l'Angleterre. Mais le travail du comité des experts n'en est pas la raison. La raison, à notre avis, est à chercher ailleurs, au Moyen-Orient avec le pétrole⁴⁵. N'oublions pas en effet qu'en même temps qu'il menait l'affaire de la Ruhr, Poincaré travaillait à la création de la Compagnie Française des Pétroles pour l'exploitation de la part française des pétroles d'Irak, où Anglais et Français sont en compétition. Il y a lieu de penser que Poincaré a cédé à l'Angleterre sur le Rhin pour pouvoir mener à bien la création de la C. F. P. qui sera chose faite au printemps de 1924. Mais tout en abandonnant l'ambition rhénane, Poincaré a maintenu intacts, même à travers l'acceptation du plan Dawes, les moyens de pression qu'il avait acquis sur le Reich, et éventuellement les Anglo-Américains: l'occupation militaire de la Ruhr, la Régie franco-belge des chemins de fer des territoires occupés et les contrats de livraisons que la Missio Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines avaient conclus à la fin de 1923 avec les entreprises allemandes des territoires occupés. Dès

⁴⁴ Publiée en partie par WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome III, p. 14 et suivantes.

⁴⁵ Notre sentiment a été renforcé par une conversation avec M. Nouschi, Professeur à l'Université de Nice, et spécialiste de l'histoire des questions pétrolières.

lors à notre sens, la véritable transformation des relations franco-allemandes ne s'est produite qu'entre fin juin et août 1924.

Revenons-en à Stresemann et au livre de M. Maxelon. On ne s'éloigne pas d'ailleurs du propos que l'on vient de tenir. Si Stresemann a depuis des années élaboré les grandes lignes de sa stratégie politique, il sait bien, au début de juillet 1924 encore, que tout reste à faire. Le Dr. Maxelon analyse longuement l'exposé que Stresemann fait le 6 juillet 1924, à Francfort-sur-le Main, devant le comité central de son parti, la Deutsche Volkspartei⁴⁶. Stresemann articule son argumentation autour de cinq points.

1. Le plan Dawes. Il n'est pas l'idéal pour l'Allemagne; en particulier il laisse entier le montant total des réparations. Mais il faut l'accepter avec l'idée (sans le dire dès maintenant bien sûr) d'en demander la révision dès que possible; Stresemann cite pour la demande de révision l'année 1927.

2. Les crédits étrangers à l'Allemagne. Ils sont indispensables pour relancer l'économie allemande et permettre à l'Allemagne d'accroître sa puissance économique dont elle pourra faire un instrument politique. Mais pour obtenir les crédits étrangers – surtout américains – il est indispensable d'accepter comme préalable le plan Dawes. Au surplus l'endettement de l'Allemagne à l'égard de l'Amérique créera une solidarité entre les deux pays⁴⁷.

3. Les Anglo-Américains. Le plan Dawes, en tant que tel, ne permet pas d'envisager une révision du statut de Versailles et de la politique allemande de la France. Mais il révèle les tendances des milieux économiques anglo-américains à s'opposer à l'impérialisme français. Il faut utiliser ces tendances, et surtout la puissance financière américaine, pour faire perdre à la France la position dominante qu'elle occupe actuellement sur le continent européen. Une fois ce but atteint, on verra pour la suite.

⁴⁶ MAXELON, p. 156–163. Quelques jours plus tôt, le 3 juillet 1924, Stresemann avait tenu des propos à peu près identiques aux ministres-présidents des Länder réunis à la chancellerie du Reich. On a eu l'occasion de donner, en traduction française, une partie du compte rendu de cette séance de travail: J. BARIÉTY et J. DROZ, République de Weimar et régime hitlérien, Hatier, 1973, p. 113–114. Voir aussi J. BARIÉTY, Der Versuch einer europäischen Befriedigung, von Locarno bis Thoiry, in Locarno und die Weltpolitik 1924–1932, édité par la Ranke Gesellschaft, Göttingen, Musterschmidt, 1969.

⁴⁷ A la séance de travail du 3 juillet avec les ministres-présidents des Länder, Stresemann avait dit tout crûment: *Si le capital international participe à l'économie allemande, j'y vois plus qu'une aide pour sortir de la crise présente. J'y vois pour l'avenir un intérêt permanent des milieux capitalistes des Etats-Unis et de l'Angleterre... Ces milieux deviendront nos alliés. Cela peut paraître déplaisant que le capitalisme ait cette influence dans le monde; mais d'avoir eu le capitalisme contre nous dans la guerre nous a coûté de la perdre; si nous n'avions pas eu le capitalisme américain contre nous, nous n'aurions certainement pas perdu la guerre.*

4. La Rhénanie. Le danger de la création d'un Etat séparé est écarté. Mais l'alerte a été chaude, et tout danger de rapports particuliers entre les pays du Rhin et de la Ruhr avec la Lorraine et Paris ne sont pas encore écartés⁴⁸. Le plus important n'est pas de payer un milliard de marks-or de plus ou de moins de réparations, mais de sauvegarder l'unité et la souveraineté du Reich.

5. Herriot. Stresemann est ici d'un certain cynisme: il faut exploiter sans perdre de temps la situation favorable créée par la formation du nouveau gouvernement français à la suite de la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives de mai, car Herriot ne restera peut-être pas longtemps en place et Poincaré attend. Pour Stresemann, Herriot est un »idéaliste« et, ajoute-t-il, cela affaiblit sa position. *De la faiblesse [de la position] d'Herriot, je tire cette conclusion: précisément parce que je ne sais pas combien de temps l'homme restera, il nous faut accélérer autant que possible toute l'affaire pour mener à bien maintenant ce que nous ne pourrions peut-être plus faire dans huit semaines.*

C'est dans ces dispositions d'esprit que Stresemann partira pour la conférence de Londres. On regrette que l'auteur traite en quelques lignes seulement la conférence de Londres⁴⁹. Car c'est là véritablement que Stresemann, avec l'aide de la diplomatie anglaise et de la banque américaine, a pu faire passer son plan politique de l'état de projet à un début de réalisation. C'est là que s'est nouée la situation internationale nouvelle (économique, politique et militaire) qui commandera l'évolution au cours des années suivantes.

A vrai dire s'arrête ici ce qui, pour notre part, nous a le plus vivement intéressé dans l'étude du Dr. Maxelon, la partie la plus originale et la plus neuve, à notre sens, de son livre. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas à trouver dans la suite de l'exposé. Essayons d'en dégager les centres d'intérêt.

Le grand intérêt, ici encore, est que l'auteur replace la politique de Stresemann à l'égard de la France dans le cadre de sa stratégie globale de politique extérieure. L'exposé accorde une place telle aux puissances autres que la France que le titre de l'ouvrage (Stresemann et la France) paraît dépassé. Ce n'est pas nous qui le reprocherons à l'auteur, car

⁴⁸ Rappelons, ce que l'on oublie souvent, que les contrats de la M. I. C. U. M., conclus, après l'abandon de la résistance passive, entre les entreprises de la Ruhr et les Franco-Belges, sont encore en vigueur; ils ont été renouvelés au printemps 1924, et même au début du gouvernement Herriot. Ils assurent notamment à l'industrie française le charbon qui lui permet de redémarrer, et ils échappent au contrôle du gouvernement de Berlin.

⁴⁹ MAXELON, p. 162.

nous partageons son analyse: la grande négociation germano-française n'est pas pour Stresemann un but en soi, mais un moyen pour atteindre le véritable but qu'il poursuit: la révision du statut international que le traité de Versailles a imposé à l'Allemagne, révision en accord avec la France. La situation internationale (politique, diplomatique et militaire) est telle dans l'Europe des années 20 que l'Allemagne ne peut escompter amorcer une politique révisionniste sur le continent, avec quelque chance de succès, qu'en accord avec la France. Apaiser les inquiétudes françaises est le préalable nécessaire au desserrement du dispositif diplomatico-militaire imaginé et construit par la France du début des années 20 pour contenir l'Allemagne (alliance franco-polonaise); la détente franco-allemande est le préalable à une politique de mouvement de l'Allemagne.

C'est dans cette perspective que le Dr. Maxelon analyse les accords de Locarno: avec les accords de Locarno Stresemann voit la création des conditions devant permettre la révision de la frontière germano-polonaise au profit de l'Allemagne. C'est aussi notre sentiment.

Voici les faits. A l'automne 1924 est présenté à la S. D. N. le fameux «protocole», qui est au fond la grande idée d'Herriot pour consolider la paix (et la situation issue des traités de 1919), avec son triptyque: arbitrage, sécurité, désarmement. La diplomatie allemande s'inquiète de ce projet; outre le fait que l'Allemagne, n'étant pas encore membre, de la S. D. N., est exclue du débat, la réalisation du protocole risque d'amener un rapprochement franco-anglais et de rendre plus difficile une révision ultérieure des frontières orientales de l'Allemagne. Le projet de protocole traîne à la S. D. N. du fait des hésitations anglaises accrues par un changement de gouvernement à Londres. Rien n'est encore joué. En janvier 1925, c'est l'initiative allemande de la proposition d'un «pacte rhénan» limité aux puissances occidentales de l'Europe⁵⁰.

La proposition, transmise le 20 janvier au gouvernement de Londres, ne peut que séduire celui-ci par sa restriction géographique: l'Europe orientale serait exclue du pacte et Londres n'a cure de se trouver impliqué dans les imbroglios orientaux. Quant à Herriot, à qui la proposition est transmise le 9 février, il fait la sourde oreille: il ne peut pas ne pas comprendre que le projet de pacte rhénan limité peut torpiller le projet de protocole général qu'il soutient à Genève et dont le sort est encore incertain. Ce sort est d'ailleurs bientôt scellé par le rejet du projet de protocole par la Grande-Bretagne à la session de mars 1925. Le 10 avril 1925 Herriot est renversé et Briand lui succède à la tête de la diplomatie française.

⁵⁰ Les archives révèlent le rôle d'inspirateur joué par D'Abernon dans les origines de l'initiative allemande.

Briand fait de cette nouvelle négociation qui s'ébauche la grande affaire de sa rentrée politique⁵¹. Non pas qu'il accepte d'emblée et avec enthousiasme la proposition allemande de pacte rhénan, tel que Stresemann l'a formulée. Briand sait bien que la proposition allemande a contribué à torpiller le projet genevois de protocole; il imagine bien que si Stresemann cherche la stabilisation et la détente à l'ouest, c'est pour créer les conditions d'une possibilité de mouvement à l'est, de révision de la frontière germano-polonaise. D'où, d'abord, chez Briand, tout en accueillant l'idée d'une négociation sur le pacte rhénan proposé par Stresemann, le projet de le compléter par des traités d'arbitrage, garantis par la France, entre l'Allemagne et ses voisins orientaux. Les deux projets paraissent inconciliables: consolidation du statu quo ou préparation de la révision.

En fait, Briand n'est pas un adversaire d'une révision pacifique de la frontière germano-polonaise au profit de l'Allemagne. Il le laisse entendre en août 1925, pendant les conversations qui précèdent la négociation même de Locarno, à Hoesch, qui en rend compte immédiatement à Stresemann par télégramme personnel ultrasecret. C'est là l'une des pièces d'archives les plus originales utilisées par le Dr. Maxelon. On y lit: *Il [Briand] pense que ce serait mentir que de prétendre que l'on serait prêt pour le moment du côté polonais à accepter quelque modification que ce soit. La Pologne souffre d'une psychose qui s'exprime de façon pas toujours agréable... Toutefois, même si pour l'instant il n'y a pas de perspective de rectifications de frontière immédiates, il est convaincu que le jour où l'Allemagne siègera au conseil de la S. D. N. et pourra parler à égalité avec les autres représentants, le poids économique de l'Allemagne et d'autres moyens de pression offriront des possibilités pour des règlements ultérieurs. Ce point de vue est partagé entre autres par Chamberlain et Benès. Au cas où de telles possibilités apparaîtraient, la France ne s'y opposerait certainement pas*⁵².

Ces propos, tenus le 6 août 1925 par Briand à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, et qui sont révélés pour la première fois, à notre connaissance, par le livre de M. Maxelon, nous paraissent très importants. Ecartons l'hypothèse d'une retransmission infidèle par Hoesch des propos de Briand: dans la personnalité de Hoesch, diplomate d'une valeur

⁵¹ Depuis le «coup de Cannes» de janvier 1922, Briand est écarté des conseils de gouvernement. Les fonctions de représentant de la France à la S. D. N., qu'il occupe depuis 1924, lui ont permis, en même temps qu'une semi-rentree politique, de se familiariser avec l'organisation genevoise dont il a mesuré l'importance et appris le maniement.

⁵² Télégramme n° 585 ultraconfidentiel de Hoesch pour Stresemann personnellement du 6 août 1925. MAXELON, p. 184, note 75.

exceptionnelle, tout exclut l'hypothèse d'une relation infidèle. On est donc amené à constater que Briand, le 6 août 1925, a laissé entendre aux Allemands qu'une révision de la frontière germano-polonaise par des moyens pacifiques serait possible avec le temps et que la France ne s'y opposerait pas. Stresemann ne peut y voir qu'un feu vert donné par Briand à sa politique.

Sur Locarno même, l'exposé du Dr. Maxelon n'apporte rien de nouveau: offre de dernière heure des Soviétiques aux Allemands de s'entendre »pour ramener la Pologne à ses frontières ethniques«, dans l'espoir d'empêcher la conclusion de Locarno; la conférence elle-même; les demandes allemandes de *Rückwirkungen*, etc. . . . En revanche on lira avec intérêt l'analyse que donne l'auteur⁵³ des diverses interprétations qui furent avancées, et d'abord par Stresemann lui-même, des buts poursuivis par l'Allemagne en concluant les accords de Locarno; dans ce contexte, le Dr. Maxelon est amené à parler de la fameuse lettre au Kronprinz, qui fit couler tant d'encre après sa publication au début des années 30, et des discours prononcés en novembre et décembre 1925 par Stresemann en Allemagne pour défendre et illustrer sa politique. Dans ses correspondances privées et dans les propos tenus en lieux clos devant certains auditoires, Stresemann se montre souvent d'un révisionnisme évident, voire d'un nationalisme certain avec une pointe de cynisme à l'égard de ses partenaires de la négociation internationale. A l'historien se pose cette question: le véritable Stresemann se révèle-t-il à ces occasions? Ou bien, à ces occasions, Stresemann n'est-il qu'un avocat dont l'expression dépasserait la pensée pour faire accepter sa politique à une opposition nationaliste rétive? Il est bien difficile d'en trancher. Sans doute y-a-t-il des deux. Quoi qu'il en soit, et même s'il y a une part de tactique dans les propos de Stresemann, il n'en reste pas moins que cette tactique était dangereuse. A cet égard on fait nôtre la conclusion même du livre de M. Maxelon, pour qui les buts révisionnistes poursuivis par Stresemann, à travers la politique d'entente avec la France, ont contribué à maintenir vivantes de dangereuses illusions dans de larges parties du peuple allemand⁵⁴.

Les années passant, l'exposé de l'auteur, on l'a dit, se fait de plus en plus rapide et s'appuie de plus en plus sur les documents publiés et sur les ouvrages antérieurs. Pour l'historien qui s'est tenu au courant des publications de documents⁵⁵ et qui a lu les livres importants parus en allemand et en anglais depuis une dizaine d'années, il y a donc peu à trouver dans ce que le Dr. Maxelon écrit sur l'entrée de l'Allemagne

⁵³ MAXELON, p. 192-207.

⁵⁴ Ibidem, p. 298, dernière phrase du livre.

⁵⁵ Akten zur deutschen auswärtigen Politik.

à la S. D. N. et les conditions qu'y met Stresemann⁵⁶, sur Thoiry⁵⁷, sur la fin du contrôle militaire⁵⁸, sur l'évacuation des troupes alliées d'occupation et sur les origines du pacte Briand-Kellogg, ou celles du plan Young.

On regrette en revanche qu'un certain nombre de questions, que l'on tient pour importantes dans l'histoire des relations franco-allemandes de ces années, n'aient pas été abordées: l'Alsace-Lorraine, et l'appui matériel apporté par la Wilhelmsstrasse au mouvement autonomiste; la redoutable et gigantesque négociation commerciale franco-allemande qui occupe les années 1924-1927; la négociation et la conclusion de l'Entente Internationale de l'Acier⁵⁹; les questions d'opinion publique et de presse, avec les efforts allemands, soutenus par Stresemann lui-même, pour acquérir des amitiés dans la presse française⁶⁰. L'histoire des relations germano-françaises à l'époque de Stresemann a de nombreuses faces, et il reste beaucoup à écrire...

On voudrait toutefois exprimer la reconnaissance du spécialiste pour le travail du Dr. Maxelon. Le premier, il a osé publier un essai de synthèse sur cet immense sujet: Stresemann et la France. Sur l'élaboration de la pensée politique de l'homme d'Etat allemand, l'auteur a fait oeuvre originale. Sur les années de pratique de cette politique, son exposé est un guide utile.

⁵⁶ L'affaire polonaise est ici encore à l'arrière-plan. Le livre le plus important est celui de J. SPENZ, *Die diplomatische Vorgeschichte des Beitritts Deutschlands zum Völkerbund*, Göttingen, 1966.

⁵⁷ Voir surtout les publications de H.-O. SIEBURG. Le lecteur français peu familier de la langue allemande trouvera un exposé en français du Pr. Sieburg sur Thoiry dans la *Revue d'Allemagne*, juillet-septembre 1972, p. 520-546.

⁵⁸ Voir M. SALEWSKI, *Die interalliierte Militärkontrolle in Deutschland 1919-1927*. On s'étonne de ne pas voir ce livre cité dans la bibliographie.

⁵⁹ Nous proposons sur l'Entente Internationale de l'Acier un premier projet de synthèse dans une publication à paraître en 1974 par les soins de la Ruhr-Universität de Bochum: *Das Zustandekommen der internationalen Rohstahlgemeinschaft als Alternative zum mißlungenen »schwerindustriellen Projekt« des Versailler Vertrages*.

⁶⁰ Voir par exemple J. BARIETY, L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand 1920-1933, *Revue Historique*, avril-juin 1972, p. 375-406.